

Classe laborieuse et orientation politique. Quelques thèses à partir du cas italien

Salvo Leonardi*

1. Les fondements sociaux du vote

L'analyse des comportements électoraux des individus, et des groupes sociaux constitue un des terrains privilégiés – mais pas l'unique – sur lequel on peut vérifier les théories à l'égard des discours publics et des classes sociales. Le vote ouvrier en particulier représente le baromètre qui permet de mesurer pour la gauche la nature et la qualité de son assise, de sa représentativité sociale.

Le présupposé analytique, traditionnellement formulé en sciences politiques, est qu'il existe un rapport structurel entre classe et comportement électoral. Les partis ont toujours surgi, dans l'époque moderne, comme représentants d'intérêts de classe, faisant en sorte que les conflits sociaux puissent recevoir une médiation au travers des schémas de la représentation démocratique (Lipset, 1960; Korpi, 1983).

De ce point de vue, le vote ne serait rien d'autre qu'un réflexe politique d'un milieu socio-culturel commun (Lazarsfeld, 1944); d'un modèle identitaire, avec des *habitus* acquis au travers d'une ambiance familiale (Campbell, 1960; Dalton, 1988); d'un choix rationnel, en présumant qu'un électeur sera immédiatement en capacité de stabiliser un ordre de préférence au travers des élites politiques variées en compétition, en choisissant rationnellement celui qui sera le plus proche de ses intérêts matériels (Schumpeter, 1942 ; Downs, 1957). En résumant: on a les ouvriers à gauche et la milieux moyens et bourgeois à droite. L'évidence empirique de ces dernières années semble montrer quelque déclin de ce vote de classe. Dans la littérature, ce processus est désigné par le *déalignement* du vote de classe. En substance, les ouvriers votent de moins en moins pour les partis du centre-gauche et de gauche, et s'orientent de plus en plus vers les partis de droite et de centre-droite, tout comme l'extrême droite et le populisme chauvin et xénophobe.

En conséquence, nous devons nous poser les interrogations théoriques et politiques suivantes: quand a été fondé sur le plan empirique et comparé la thèse du déclin de vote ouvrier de gauche ? Pourquoi des couches aussi amples et significatives du monde ouvrier votent pour le centre-droit? Sommes-nous en présence d'un phénomène relativement récent, de quelle continuité et longue durée pouvons-nous parler en la matière?

La méthode pour répondre à ces interrogations exige de vérifier le fondement empirique des tendances en acte ; de faire cela de manière comparée sur le plan international; de ne pas se limiter à une dimension *bottom-up*, de la demande politique (de la classe salariée aux comportements électoraux), mais aussi de considérer la dimension *top-down* de l'offre politique (les partis et leurs comportements)

2. le vote de classe entre déalignements et fluctuations

* Istituto di Ricerche Economiche e Sociali (IRES), Roma. s.leonardi@ires.it

Le débat international du vote de classe confronte deux thèses: celle du *déalignement de classe* et celle des *fluctuations sans tendance*. La méthode pour mesurer cela est, traditionnellement, l'*indice d'Alford* (Alford, 1963): on divise l'électorat en deux classes principales, les manuels et non manuels et en confrontant le % des travailleurs non annuels ayant voté pour la gauche et le nombre d'ouvriers (travailleurs manuels) ayant voté pour la droite.

La thèse du *déalignement* se base sur les indices suivants: un déclin de vote de classe; un effondrement du nombre d'adhérents au parti (surtout de gauche); un déclin du nombre d'adhérents aux partis politiques (Clark et Lipset, 1991; Franklin *et al.*, 1992; Inglehart, 1997; Nieuwbeerta et Ultee, 1999; Gijsberts et Nieuwbeerta, 2000; Corbetta et Segatti, 2003; Itanes, 2006, Bartolini et Mair, 1997 ; Dalton e Watterberg, 2000 ; della Porta, 2001); et du nombre d'affiliés aux syndicats et enfin un reflux du nombre de conflits sociaux.

L'explication est que le déclin du vote de classe n'est pas une conséquence du déclin de la classe comme catégorie interprétative première des comportements sociaux et politiques (Pakulski-Waters, 1996). Seulement, la croissance du bien-être et de l'instruction favorise l'individualisme et la désimplification politique.

A l'inverse, la thèse de la *fluctuation sans tendance* (Manza, Hout, Brooks, 1995; Evans, 1999; Weakliem et Heath, 1999 ; Andersen *et al.* 2006) observe que :

- a) les données comparées de longue période ne permettent pas de conclure qu'il existe un déclin du vote de classe (le vote au Royaume-Uni dans l'après-guerre et tendance au réalignement de classe dans les nouvelles démocraties d'Amérique Latine et les pays d'Europe centrale);
- b) que l'abstention, le refus de voter (de 25% à 40% de l'électorat dans les démocraties matures) est une donnée symptomatique de grande importance: *exit* devient l'unique alternative quand le système électoral n'offre plus d'options de *voice*, sinon des choix significatifs. On pense à l'abstentionnisme des ouvriers aux USA (Fox-Piven, 2000), à la deuxième et la troisième élection de Blair; au deuxième tour des présidentielles en France (Mouriaux, 2002) et encore aux élections politique italienne du 2008;
- c) les filtres posés dans les systèmes électoraux rendent marginaux le rôle joué par les partis de la gauche radicale et la présence d'ouvriers au parlement se situe en dessous du 1%¹; on pense à la forte pression jouée par le « vote utile », *contre*, dans les dernières élections en France, en Espagne, en Italie (2008);
- d) si on met de côté l'offre politique, et on se concentre sur la demande des ouvriers, on ne peut qu'observer le désenchantement de ces catégories sociales à l'égard de partis qui se détachent de la gauche après que celle-ci se soit éloignée des ouvriers;
- e) la notion de classe ne peut plus être lue au travers de l'opposition fordiste-industrielle entre manuels (ouvriers) et non manuels (employés, cadres), le vote de classe n'est pas assimilable au vote « ouvrier » car c'est confondre une partie avec le tout. Confondre catégorie socio-professionnelle et classe sociale, c'est ne pas prendre en compte les nouvelles figures sociales des travailleurs des services, de l'économie de la connaissance comme ceux qui demeurent enfermés dans la précarité et l'exclusion sociale.

Le diagnostic est ici le suivant : la classe sociale continue à constituer une variable de première importance pour comprendre le choix de vote ainsi que le choix de ne pas voter.

¹ Da una nostra ricognizione del 2006 fra i siti *web* di alcuni parlamenti europei, risultano registrati come «operai» (o affini) 3 senatori italiani, più 7 sindacalisti, su 315 (manca un dato analogo sul sito della Camera); 3 deputati e 2 senatori fra i circa 900 parlamentari francesi; 11 dei 614 membri del *Bundestag* tedesco (nessuna al *Bundesrat*); 3 parlamentari danesi (su 179); nessun *blue collar* in quello belga.

3. Une définition problématique de la classe

Il existe des éléments de vérité dans chacune des approches même si personnellement, je préfère la seconde pour son caractère plus problématique et moins déterministe. Il faut néanmoins s'accorder sur la manière de définir la classe sociale sinon sur le périmètre social qui sera couvert par l'analyse des comportements politiques.

Les approches marxistes et weberiennes convergent sur l'importance accordée au concept politico-social de classe (Crompton, 1993). Toutefois, l'analyse marxiste tend à être mono-causale (détermination en dernière instance), tandis que l'approche weberienne en termes de stratification sociale est plus multi-causale, conditionnée par des comportements plus variables ainsi que par des facteurs tel que le pouvoir et le statut (Dahrendorf, 1959; Runciman, 1972). De ce point de vue, le rapport entre marxisme et sciences sociales, je crois que la première approche devrait s'ouvrir à la seconde (comme le néo-marxisme le fait), pas tant sur le plan de statut et du pouvoir, mais davantage au niveau d'une analyse de la modernité tardive (pour ne pas employer le truisme que représente la notion de post-modernité) et des théories du *multiple self*, des théories féministes et postcoloniales qui ont redimensionnées la primauté de la variable de classe comme variable fondamentale (Hall, 2007).

Il y a ensuite, sur tous ces thèmes, un problème interne au marxisme. Il existe un dualisme dans la théorie marxiste de classe (Ossowski, 1966) entre la tentation objectiviste qui appréhende la classe à partir de données économiques et sociales corrélées au processus de valorisation/extorsion de survalueur (*classe en soi*) et la tentation subjectiviste qui privilégie le plan politique et idéologique incarné par le concept de conscience de classe (*classe pour soi*). Avec la première approche, ample et inclusive, nous pouvons développer une analyse mettant à jour le prolétariat post-fordiste. Ceci est l'approche, entre les autres, d'Antonio Negri avec la notion de multitude mais qui ouvre le risque de ne pas comprendre les fortes différences qui se produisent et s'alimentent sur le terrain identitaire et politique. Dans la seconde approche (*classe pour soi*), restrictive et dichotomique, on tend à privilégier le travail subordonné, des ouvriers en particulier puisqu'il s'agit de la base sociale des organisations de la classe « pour soi » tout en observant que celle-ci s'érode de plus en plus sous l'effet des transformations post-fordistes de la production. Cette approche, que l'on retrouve chez divers auteurs – je pense à Georg Lukacs ou à Nicos Poulantzas – développe une lecture trop organique entre un « sujet de classe » et sa conscience de classe, alors que ce rapport est devenu aujourd'hui terriblement plus complexe et conflictuel.

En conséquence, il nous faut sûrement une nouvelle conceptualisation de la notion de classe, moins economiciste que par le passé et plus attentive aux incidences des dimensions symboliques-identitaire (valeurs, styles de vie, culture, idéologie) qui structurent également les appartenances et choix localisations politico-sociales. Pour davantage de précision, je renvoie ici à mon article publié dans la revue de l'ISERES (Leonardi, 2004).

4. Le laboratoire italien

L'analyse de classe du vote en Italie présente des éléments de grand intérêt, que ce soit sur le plan de l'actualité politique internationale comme sur le plan historique et comparatif à cause des particularités qui ont longtemps caractérisé la situation de ce pays. Il suffit de penser à la forte tradition de radicalisme politique, du PCI – le plus grand parti communiste d'occident avec près de deux millions de membres – qui était devenu un représentant majeur dans la vie politique nationale. L'Italie est le pays qui, en temps récents, a vu la naissance d'un des plus spectaculaires mouvements néo-populistes contemporains connu par son leader Silvio Berlusconi.

Au centre gauche sont apparus en 2008 au moins deux nouveautés majeures. D'abord la naissance du Parti Démocratique (PD) qui rassemble les courants issus des vieux partis post-communistes et démocrates-chrétiens. Avec la naissance du PD, l'Italie s'apprête à devenir le premier pays européens privé d'un parti d'inspiration socialiste ou lié de quelque façon à la centralité du monde du travail.

La seconde nouveauté est représentée par la création rapide et la crise foudroyante d'un rassemblement de la gauche alternative, l'*Arcobaleno* (arc-en-ciel) regroupant néo-communistes, verts et socialistes de gauche. Plafonnant à 3% lors des dernières élections, alors que le potentiel pouvait avoisiner les 10%, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale les communistes ne seront plus représentés au parlement tout comme les écologistes.

Les élections de 2006 avaient permis le retour du centre-gauche au gouvernement (Centre gauche, néo-communistes et démocrates-chrétiens), avec une fragile victoire basée sur 25000 suffrages d'écart avec le pôle de centre-droit de S. Berlusconi qui avait dirigé le pays très médiocrement depuis 2001. Les données (ITANES, 2006; IRES, 2007) de 2006 indiquent

- a) une confirmation de la tradition italienne de un taux de participation très élevé de plus de 80% ;
- b) les personnes bénéficiaires d'allocations et de prestations sociales ont, en grande partie, voté pour le centre gauche ;
- c) les ouvriers aussi ont en moyenne davantage voté pour le centre gauche (53% contre 47%)
- d) dans les Régions où il y a la plus haute densité industrielle et ouvrière du pays (le Nord-est : Lombardie et Veneto), les ouvriers ont d'abord préféré le centre droit avec une différence de 8% (46% contre 38%).

Il en est ressorti un tableau extrêmement incertain. La majorité de 2006 fut très instable, surtout au Sénat et encore plus hétérogène et conflictuelle à l'intérieur. Cette majorité aura une vie éphémère, s'écroulant après deux ans tellement elle était tiraillée entre son aile droite (les démocrates-chrétiens) et son aile gauche (PRC) et cela tant sur les questions éthiques (la présence militaire en Irak) que politique (les institutions) ou économique.

5. La tempête des élections d'avril 2008

Les élections de 2008 représenteront un véritable tremblement de terre pour le système politique italien. La coalition dirigée par Silvio Berlusconi se présentait, pour la quatrième fois, à la direction du pays est en effet un record international. Le centre-droit a su construire un axe majoritaire dans l'ensemble des régions et l'ensemble des groupes sociaux ; un résultat amplifié ultérieurement par le triomphe aux élections régionales en Sicile et l'effondrement du centre gauche à Rome, après 15 ans de gouvernement.

Sur base des données fournies, après le vote, (IPSOS; SWG-IRES; Istituto Cattaneo; Feltrin; Mennheimer et Natali, 2008; Megale, 2008), par des instituts de sondage et d'analyse des flux électoraux, il résulte que :

- a) Le taux de participation demeure élevé ; l'abstention culmine à l'égard du CG et de manière particulièrement dure pour la gauche radicale, coalisée au sein de l'*Arcobaleno* dont seuls 20% des électeurs potentiels se sont déplacés pour exprimer ce suffrage.

- b) Le nouveau Parti Démocrate n'a pas connu de percée, dépassant à peine les 30% (en fait la somme des composants qui se sont coalisés en son sein) ; il évite le désastre grâce au transferts de voix des communistes et verts.
- c) La gauche radicale subit un effondrement aux proportions historiques avec un peu plus de 3% des voix.
- d) La mobilité reste confinée à l'espace politique qui se situe aux confins des deux blocs politiques ; les électeurs mobiles d'un bloc à l'autre ne dépasseraient pas 4%.
- e) Par rapport à la mobilité au sein des deux blocs, le « vote utile » draine une fraction importante des électeurs de gauche radicale vers le parti démocrate, ce qui virtuellement tend à compenser les départs d'électeurs de ce dernier vers le centre, lui conférant une base électorale beaucoup plus à gauche que ce qui était le cas auparavant
- f) La victoire du centre droit est en grande partie due à l'exceptionnelle performance électorale de la Ligue, qui s'impose au nord du Po (frontière symbolique entre le centre et le nord du pays) et devient premier parti dans 800 communes sur 4000, doublant voire triplant ses suffrages dans les collèges du Nord, voie d'Emilia Romagna (de 10,4% à 28,2 % dans le Veneto; de 7,7% à 16,1% en Lombardie 1; de 8,6 à 16,7% en Piémont) ;
- g) Sur le total du CG, la part des votes exprimés par des travailleurs salariés , de 2006 à 2008 est passé de 46% à 34%, ce qui représente une chute de 12 points. En particulier :
 - i. Le vote des employés du public passe de 48% à 38% pour le CG
 - ii. Celui des enseignants de 54 à 41%
 - iii. Celui des employés du secteur privé de 46% à 32%
 - iv. Le vote des ouvriers : de 41% à 31%
- h) Le reflux électoral semble plus limité lorsque l'on compare le PD et l'Olivier (-3% pour les travailleurs salariés et +2% pour les ouvriers) mais s'amplifie lorsqu'on compare l'*Arcobaleno* et le PRC qui est sa principale composante (-7% pour les travailleurs salariés en général, -11% pour les ouvriers) ;
- i) Ces moyennes sont confirmées sur le plan national avec seulement deux exceptions : dans les régions rouges les ouvriers prennent moins leurs distances à l'égard du CG avec moins de 6% d'écart avec les salariés du privé. Dans le nord-est, le CD surclasse littéralement le CG obtenant 57% des suffrages ouvriers contre 24% pour le CG et 64% contre 26% des salariés du privé.
- j) L'unique donnée positive : le centre gauche demeure première force parmi les jeunes et les retraités

Il existe donc beaucoup d'éléments confirmant combien l'expérience gouvernementale des deux dernières années (2006-2008) a profondément décontenancé et déçu les catégories sociales de la classe salariée et qui s'étaient exprimés en faveur du centre gauche : ouvriers, enseignants, cadres et employés du privé. Une désillusion dont a su profiter le centre droit en sachant interpréter les multiples situations de malaise, jouant sur les préjudices subis, sur la peur plus ou moins irrationnelle qui parcourt nos sociétés. Ceci soulève d'importantes questions – pas seulement en Italie, je pense – par rapport au rôle et à l'efficacité que peut avoir aujourd'hui une gauche radicale à l'égard d'un projet de changement. La question qui se pose est en effet la suivante : est-il devenu impossible de faire une politique de gouvernement à gauche ? Rappelons ici que l'une des particularités positives du système politique italien de ces dernières années fut le fait que toutes les forces de gauche, d'inspiration variée, avaient réussi à établir un accord politique pour gouverner le pays – et gagné sur la base de cet accord

et du programme, les élections politiques. En Allemagne avec *Die Linke* et le SPD, ou en Espagne, les deux gauches ne semblent pas avoir réussi une telle gageure. Ceci étant dit, sur un plan moins contingent, et plus structurel, les dernières décennies ont connu des changements importants dans les conduites politico-électorales de notre pays. Lesquels ?

Comme dans d'autres situations similaires, il s'est ouvert un débat sur les fondements sociaux de la représentation politique par rapport auquel j'observerai pour ma part non pas un déclin du vote de classe mais une longue continuité (Leonardi, 2006). Cela étant, il faut savoir d'où est-ce qu'on vient. Ainsi, malgré son aile radicale-syndicale², la classe ouvrière italienne a toujours voté en majorité pour les forces politiques qui s'opposent au partis de la gauche (Corbetta, Caciagli, 2002; Corbetta, Segatti, 2003). C'est seulement de 1968 à 1976 que la somme de tous les partis de gauche (socialistes, communistes, nouvelle gauche) était supérieure à 50%. Depuis que ces partis ont disparus, de 1992 à 2001, le PDS (parti des démocrates de gauche), plus grand parti issu du vieux PCI, n'a récolté dans le nord du pays qu'entre 12 et 15%. Cette caractéristique distingue l'Italie sur la scène internationale; nous sommes juste devant le Canada, juste derrière la France, et loin derrière la Suède qui représente la plus haute fidélité politique des ouvriers à l'égard de la social-démocratie (Nieuwbeerta, Ultee, 1999; Bellucci, 2001). La nouveauté majeure de ces dernières années – en fait très révélatrice – se situe dans le transfert des votes ouvriers d'un ancien parti populaire comme la démocratie chrétienne, vers les partis populistes et de droite, comme la Lega Nord et Forza Italia (Diamanti, 2003).

6. L'interprétation du point de vue de la demande politique

Comment interpréter cette continuité? Il y a d'abord l'approche *bottom-up* du vote de classe. Dans cette approche, le facteur religieux a été, à côté du processus de construction d'une nation et ce depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, un facteur significatif favorable ou défavorable au vote de classe à gauche. Pour Lipset et Rokkan (1967) le clivage religieux, ensemble avec celui du centre/périphérie, ont historiquement précédé le clivage de classe. Dans certains pays latins, l'alliance entre catholicisme et droite conservatrice a eu des effets qui ne se retrouvent pas dans les pays où la séparation entre sphère religieuse et étatique a été plus nette (tel les pays protestants du nord ou la France). Les études de Edward P. Thompson (1968) ont par exemple révélé les origines méthodistes et anticonformistes du mouvement ouvrier anglais. Michael Walzer (1965) identifie les origines du radicalisme politique européen au sectarisme puritain. En Italie, la religion catholique a fortement marqué la classe ouvrière, s'est entremêlée à la tradition anti-politique et anti-centraliste des régions du nord-est. Un rôle fondamental a été pris en charge par le syndicalisme et le mouvement associatif d'inspiration catholique (CISL ; ACLI), très avancé sur les thèmes sociaux et syndicaux, mais liés politiquement au centre modéré de la démocratie chrétienne. Le clivage religieux s'entrecroise ensuite avec celui qui oppose ou différencie les régions. Il existe non seulement l'opposition entre Nord et Mezzogiorno (le sud) mais aussi des sous-cultures territoriales (Trigilia, 1986) et notamment celles qui singularisent en particulier la *Troisième Italie*, celle des petites entreprises et des districts industriels et d'où se développe une forte empathie entre

² L'Italia è infatti il paese nel quale il conflitto industriale è stato mediamente più lungo e aspro, nel corso degli ultimi 40 anni, come attestano le statistiche internazionali sul numero di ore/giornate perse in occasione di scioperi. Dove a lungo sono prevalse ideologie sindacali estremamente radicali. Dove il numero totale degli iscritti ai sindacati, ancora oggi, è superiore agli 11 milioni. Dove il tasso di sindacalizzazione fra i lavoratori attivi – intorno al 34% - è quello relativamente più alto fra i paesi con la popolazione più alta; dietro i paesi scandinavi, il Belgio, l'Austria o l'Irlanda, ma davanti al Regno Unito e soprattutto alla Germania, alla Francia, alla Spagna, oltre che agli USA, al Canada o al Giappone (Visser, 2006).

des entrepreneurs et des ouvriers et où ces derniers ambitionnent de devenir des entrepreneurs aussi. Le nord-est de la petite entreprise et des districts est très différent du nord-ouest du vieux triangle industriel (Turin-Milan-Génova) fordiste et laïque, où le vote ouvrier a toujours été plus lié à la gauche. Les sous-cultures politiques sont donc importantes; avec les zones « blanches » du nord-est où les ouvriers votent comme leurs patrons et les zones rouges (Emilia, Toscana, Umbria, Marche) où beaucoup des patrons, et de classe moyenne, votent comme les ouvriers, pour la gauche.

La mouvance communiste étant la première dans la gauche italienne, ce que ce pays avait en commun avec la France jusqu'au début des années 1970. Cette mouvance a été un facteur extrêmement fort de mobilisation de l'ensemble des catégories de la classe ouvrière, y compris sa périphérie semi ou non qualifiée. Mais ce mouvement a en même temps inhibé et préoccupé toute la partie non-communiste de l'électorat ouvrier (Paggi, D'Angelillo, 1986). Un problème commun avec d'autres pays latins où – à la différence des pays où la gauche est majoritairement social-démocrate – le vote ouvrier pour ces partis assumait des implications politiques et internationales moins profondes.

Sur la situation actuelle pèsent aussi les transformations économiques et sociales des quinze dernières années et la transition au post-fordisme. Le travail s'est déconcentré et dé-massifié, le travail ouvrier s'est redimensionné quantitativement et modifié qualitativement. Le *fordisme* a dissout les travailleurs et leurs savoirs et pouvoirs dans la prestation de travail, il est également intégré dans de vastes agglomérations urbaines et prolétaires, dans ses schémas juridico-sociaux standardisés, favorisant une conscience collective sinon de classe. Le *post-fordisme* ambitionne d'intégrer les salariés tout en reconnaissant leur subjectivité; il favorise une recomposition partielle de la prestation de travail, tout en fragmentant le travail sur le plan du territoire et des formes juridiques, portant ainsi préjudice à la puissance collective et sociale, minant les fondements anciens de la conscience de classe.

7. L'interprétation du point de l'offre politique

Lorsqu'on appréhende la question des comportements politiques électoraux du point de vue de l'offre politique (*top-down*), tant l'offre du centre-gauche que celle de la nouvelle droite méritent notre attention. La droite a toujours été capable de trouver une audience assez vaste au sein du monde du travail. Il suffit de penser aux mouvements ethnacistes ou nationalistes, au néo-fascisme, au populisme de la vieille Amérique Latine. Aujourd'hui on parle de néo-populisme (Mény et Surel, 2001; Taguieff, 2002). Ce fut le cas du Front National en France, du «populisme alpin» de Jorg Haider en Autriche et de Christopher Blocher en Suisse, du «populisme de la prospérité» scandinave du Parti du peuple au Danemark et du Parti du Progrès en Norvège, du Vlaams Belang en Belgique flamande et du parti de Pim Fortuyn (Leefbaar Nederland) dans les Pays-Bas, des différentes formations chauvinistes en Russie et dans de nombreux pays slaves ou des Balkans. Dans plusieurs parties du monde, on assiste à l'émergence d'une figure de leader politique populiste et milliardaire. Dans ces pays, les formations de type populiste, xénophobes et autoritaires gagnent de manière significative une partie de leurs suffrages du côté des secteurs populaires, des ouvriers, des employés, chômeurs, femmes au foyer ou encore retraités. Le néo-populisme (Mény et Surel, 2001; Taguieff 2002) utilise surtout de manière extraordinaire les thèmes de la peur, du « risque » et le déclin d'une manière xénophobe, anti-étatique et anti-fiscale, anti-élitiste et anti-politique, au travers d'un éclecticisme idéologique fait de messages simplistes, transmis par un leader charismatique, au travers de la télévision et des mass-média (Sartori, 1999). Berlusconi représente à ce titre un authentique paradigme de la dérive « post-démocratique » (Crouch,

2004). Il n'y a pas de doute qu'il a su exercer une forte fascination sur les milieux populaires (Maraffi, 2003; Barisone, 2005), y compris de milieu industriel ouvrier. Son message anti-politique trouve chaque jour de nouveaux émules dont le dernier, en Italie, est Beppe Grillo.

Il y a quelques années, Taguieff (2002) avait écrit qu'il ne fallait pas sous-estimer la forte demande d'autorité et d'ordre de la part de ceux d'en bas. De ce point de vue, il n'y a aucun doute que les thématiques liées à l'immigration et à l'ordre public – instrumentalisés par la droite populiste – a facilité le transfert de votes ouvriers vers ces formations politiques.

A gauche, nous sommes passés d'une théorie du parti qui doit pouvoir prendre des suffrages dans tous les milieux sociaux (Kirckheimer, 1966) au parti post-classiste et post-travailliste d'aujourd'hui. Mais si un parti se définit interclassiste ou post-classiste, et s'oriente sur la centralité du citoyen-consommateur, pourquoi devrait-il encore attendre de la classe ouvrière qu'elle vote pour lui? La gauche ne peut, ne sait ou n'ose plus offrir de solutions alternatives sur le plan social et économique (Bartolini, Mair, 1990) et se concentre donc sur la diversité, les thématiques éthiques des droits civiques. Mais ces valeurs cosmopolitiques et vaguement élitistes demeurent bien éloignées du vécu des masses précarisées, des perdants de la mondialisation. On glisse ici très concrètement, vers une opposition entre les masses et les élites (Lash, 1995; Rorthy 1998; Bauman, 2001) que le populisme vise à combler au travers du cynisme et de la manipulation.

8. Rupture et continuités

Aujourd'hui, la gauche comme la droite assument de nouveaux champs de bataille, parallèlement au conflit distributif. Ces enjeux sont de nature plus culturels, éthiques et post-matérialistes et les travailleurs – noyau central d'une coalition progressiste sur les thèmes redistributifs et économiques – ne détiennent plus une primauté politico-morale sur les nouveaux terrains de l'opposition politique: immigration, sécurité urbaine, environnement, la famille post-traditionnelle, homosexualité, bioéthique, la paix, etc. D'autre part, il existe un progressisme des nouvelles couches urbaines sécularisées, les nouveaux mouvements sociaux (Wieviorka, 2005), les jeunes altermondialistes, la « tribu métropolitaine » (Maffesoli, 2000). En Italie, les universitaires votent 10% de plus que la moyenne pour le centre gauche tandis que les retraités et les femmes au foyer davantage pour le centre droit. La sphère de consommation et du temps libre tend à être chargée de valeurs symbolico-identitaires (Baudrillard, 1974; Bourdieu, 1977; Lahire, 2004; Lipovetsky, 2006) afin de compenser tant que possible les frustrations nées sur le terrain économique et social (travail, pouvoir d'achat).

Face à cette situation, la question reste invariable: pourquoi les aliénés, les exploités, les opprimés ne développent-ils pas une conscience politique radicale? Et pourquoi même pas authentiquement réformiste? Pourquoi la *classe en soi* devient-elle pas *classe pour soi*? Je pense que la classe n'est pas morte, comme aussi l'avaient pronostiqué certains auteurs d'ascendance néo-maxiste, mais n'épuise, n'absorbe pas toutes dimensions des inégalités sociales et de l'indentité sociale. Les facteurs culturels, « la recherche de soi » (Touraine et Khosrokhavar, 2000), le féminisme, l'immigration, rendent aujourd'hui une identité de classe beaucoup plus complexe que par le passé (Thift et Williams (1987; Crompton, 1993; Wieviorka, 2005). Il faut prendre beaucoup plus au sérieux le rôle de l'idéologie, non pas tant en tant que production d'une « fausse conscience », mais comme processus de production et de signification de valeurs internes à la vie sociale (Eagleton, 2007).

La gauche doit aujourd'hui se rendre à nouveau capable de produire des médiations nécessaires pour réconcilier les dominés et la politique. Elle peut le faire à la seule condition de ne pas se cantonner aux thèmes éthiques et citoyens mais de conjuguer tant que possible ceux-ci avec les thématiques de reconnaissance (matérielle et symbolique) du travail, de la lutte contre la précarité et la marginalisation sociale. Les liens rattachant la gauche et la classe salarié/ouvrière demeure nécessaire, sans toutefois être automatique comme ont été amenés à le penser à partir d'une corrélation stabilisée dans le temps. Il est indispensable que l'action politique récupère une capacité à polariser des débats entre – comme les communistes en étaient capables à une certaine époque – les intellectuels et le peuple. Ceci fut en effet une des grandes leçons de Gramsci, bien acquise et longuement pratiquée par l'ancien PCI. Sans cela, la gauche sera condamnée au divorce néo-élitiste avec les masses ce qui est une chose, comme on le sait, difficile à assumer. Pour terminer ici avec une note optimiste; comme l'a écrit le marxiste culturaliste anglais Raymond Williams: « *Aucun mode de production, aucun ordre social dominant et aucune culture dominante ont réussi à inclure ou à épuiser les pratiques, les énergies et l'intentionnalité des êtres humains* » (1983). Et c'est de ces pratiques, de cette énergie, surtout lorsqu'elle se manifeste, que l'on devra savoir repartir de l'avant.

(traduction S. Bouquin)

Bibliographie

- Alford R. (1963), *Party and society*, Chicago, Rand McNally.
- Andersen R., Yang M., Heath A. (2006), *Class Politics and Political Context in Britain, 1964–1997: Have Voters Become More Individualized?*, in *European Sociological Review*, n. 22.
- Barbagli M., Corbetta P. (1978), *Una tattica e due strategie. Inchiesta sulla base del Pci*, in *Rivista del Mulino*, n. 6.
- Barisone M. (2005), *L'immagine del leader. Quanto conta per gli elettori?*, Bologna, Il Mulino.
- Bartolini S., Mair P. (1990), *Identity, competition and electoral availability: the stabilisation of European Electorates, 1885-1985*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Baudrillard J. (1974), *La société de consommation*, Gallimard.
- Bauman Z. (2001), *Missing Community*,
- Beck U. (1992), *Individualisation*, Londra, Sage.
- Beck U. (2000), *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt aM, 1986
- Beck U. (2005), *La società cosmopolita*, Roma, Carocci.
- Beck U., Giddens A., Lasch S. (1994), *Reflexive Modernisation*, Polity Press.
- Bellucci P. (1997), *Classi, identità politiche ed interessi*, in Corbetta P., Parisi A.M.L., *op.cit.*
- Bellucci P., Maraffi M., Segatti P. (2000), *Pci, Pds, Ds. La trasformazione dell'identità politica della sinistra di governo*, Roma, Donzelli.
- Bellucci P. (2001), *Un declino precocemente annunciato? Il voto di classe in Italia, 1968-1996*, in *Polis*, n. 2.
- Bourdieu P. (1977), *La distinzione*, Bologna, Il Mulino.
- Butler D., Stokes D. (1974), *Political change in Britain. The evolution of electoral choice*, Londra, Macmillan.
- Campbell A. et al. (1960), *The American Voter*, Chicago, University Chicago Press.
- Clark T., Lipset S. (1991), *Are Social Classes Dying?*, in *International Sociology*, n. 6.
- Cobalti A., Schizzerotto A. (1994), *La mobilità sociale in Italia*, Bologna, Il Mulino.
- Corbetta P., Caciagli M. (2002), *Le ragioni dell'elettore*, Bologna, Il Mulino.
- Corbetta P., Segatti P. (2004), *Un bipolarismo senza radici?*, in Ceccanti S., Vassallo S.,

op.cit.

- Crompton R. (1993), *Class and Stratification*, Basil Blackwell.
- Crouch C. (2004), *Postdemocrazia*, Bari-Roma, Laterza.
- Dahrendorf R. (1959), *Class and Class Conflict in Industrial Society*, Routhledge,.
- Dalton R.J. (1988), *Citizen Politics in Western Democracies: Public Opinion and Political Parties in the US, Great Britain, West Germany, France*, Londra, Chatham House.
- Dalton R.J., Watterberg M.P. (2000), *Parties without partisans*, Oxford, Oxford University Press.
- Della Porta D. (2001), *I partiti politici*, Bologna, Il Mulino.
- Diamanti I. (2003), *Bianco, rosso, verde...e azzurro. Mappe e colori dell'Italia politica*, Bologna, Il Mulino.
- Downs A. (1957), *Teoria economica della democrazia*, trad. it. (1988), Bologna, Il Mulino.
- Eagleton T. (2007), *Ideology. An Introduction*, London, Verso.
- Erikson R., Goldthorpe J.H. (1992), *The constant flux. A study of class mobility in industrial societies*, Oxford, Clarendon Press.
- Esping-Andersen G. (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press.
- Evans G. (a cura di) (1999), *The end of class politics? Class voting in comparative context*, Oxford, Oxford University Press.
- Evans G. (2000), *The continued significance of class voting*, in *Annual Review of Political Science*, vol. 3.
- Fox-Piven F., Cloward R. (2000), *Why Americans still don't Vote and Why Politicians Want It That Way*, Boston, Beacon Press.
- Franklin M. et al. (1992), *Electoral change; responses to evolving social and attitudinal structures in Western Countries*, Cambridge University Press.
- Gijsberts M., Nieuwebeerta P. (2000), *Class Cleavages In Party Preferences In The New Democracies In Eastern Europe: A Comparison With Western Democracies*; in [European Societies](#), n. 4.
- Gorz A. (1980), *Adieux au prolétariat*, Editions Galilée
- Hardt M., Negri A. (2002), *Impero*, Milano, Rizzoli.
- Heath A., Jowell R., Curtice J. (1985; 2001), *How Britain Votes*, Oxford, Pergamon Press.
- IRES, *Lavoro, politica e, sindacato. Come hanno votato i lavoratori nelle elezioni politiche del 2006*, Ediesse, 2007.
- ITANES – *Italian National Election Survey* (2006), *Sinistra e destra. Le radici psicologiche della differenza politica*, Bologna, Il Mulino.
- Kirchheimer O. (1966), *The Transformation of the Western European Party System*, in La Palombara J.,
- Korpi W. (1983), *The Democratic Class Struggle*, Londra, Routledge & Keegan Paul.
- Lahire B. (2004), *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, éditions la découverte.
- Lane J-E., Ersson S. (1999), *Politics and Society in Western Europe*, Londra, Sage.
- Lasch C. (1995), *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy*, Norton & Company.
- Lazersfeld et al. (1944), *The People's Choice*, New York, Columbia University Press.
- Leonardi S. (2006), *Il voto operaio in Italia: declino o continuità?*, in "Quaderni di Rassegna Sindacale", n. 4.
- Lipovetsky G. (2006), *Le bonheur paradoxal*, Gallimard.
- Lipset S. (1960), *L'uomo e la politica. Le basi sociali della politica*, Milano, Edizioni Comunità.
- Lipset S., Rokkan S. (a cura di) (1967), *Party systems and voter alignments : cross-national*

- perspectives*, New York, Free Press.
- Maffesoli M. (2000), *Les temps des tribus*. La Table Ronde.
- Magatti M., De Benedictis M. (2006), *I nuovi ceti popolari. Chi ha preso il posto della classe operaia?*, Milano, Feltrinelli.
- Mannheimer R. e Natali P. (2008), *La sinistra che non c'è più*, Hoepli Editore.
- Manza J., Houth M., Brooks C. (1995), *Class voting in capitalist democracies since world war II. Dealignment, realignment or trendless fluctuation?*, in *Annual Review of Sociology*.
- Megale A., (2008), Dopo il voto. Il lavoro e la politica, in "Argomenti Umani", n. 5
- Meny Y., Surel Y. (2000), *Populismo e democrazia*, Bologna, Il Mulino.
- Mouriaux R. (2002), *Le vote ouvrier en France*, in *Revue de la Documentation Francaise*.
- Nieuwbeerta P., Ultee V. (1999), *Class voting in western industrialised countries, 1945-1990*, in *European Journal of Political Research*, vol. 35.
- Ossowski S. (1966), *Struttura di classe e coscienza sociale*, Torino, Einaudi.
- Paggi L. e D'Angelillo M. (1986), *I comunisti italiani e il riformismo*, Torino, Einaudi.
- Pakulski J., Waters M. (1996), *The Death of Class*, Londra, Sage.
- Poulantzas N. (1971), *Potere politico e classi sociali*, Roma, Editori Riuniti.
- Rorty R. (1998), *Achieving Our Country. Leftist Thought in Twentieth Century America*, Cambridge.
- Runciman W.G. (1966), *Relative deprivation and Social Justice*, Routledge.
- Sartori G. (1999), *Homo videns*, Laterza.
- Schumpeter J.A. (1942), *Capitalism, socialism and democracy*.....
- Scott J. (2002), *Social Class and Stratification in Late Modernity*, in *Acta Sociologica*, n. 1.
- Segatti P. (1999), *Religiosità e territorio nel voto alla Democrazia Cristiana dal 1948 al 1992*, in *Polis*, n. 1.
- Taguieff P.A. (2003), *L'illusione populista*, Milano, Mondatori.
- Thift N., Williams P. (1987), *Class and space*, Londra, Routledge.
- Thompson E.P. (1968), *The Making of the English Working Class*, Londra, Victor Gollancz Ltd.
- Touraine A. et Khosrokhavar F. (2000), *La Recherche de Soi*, Fayard.
- Triglia C. (1986), *Grandi partiti e piccole imprese*, Bologna, Il Mulino.
- Tuorto D. (2006), *Apatia o protesta? L'astensionismo elettorale in Italia*, Bologna, Il Mulino.
- Walzer M. (1965), *The Revolution of the Saints. A Study of the Origins of Radical Politics*, Harvard University Press.
- Weakliem D., Heath A. (1999), *The Secret Life of Class Voting: Britain, France, and the United States, 1935-92*; in Evans G., *op.cit.*
- Williams R. (1983), *Towards 2000*, Londra, Chatto & Windus.
- Wieviorka M. (2005), *After New Social Movements*, in *Social Movement Studies*, vol. 4, n. 1.
- Wright E.O. (a cura di) (1989), *The debate on classes*, Londra, Verso.